

# FINANCE CLIMATIQUE ET GENRE

## Quels outils pour une approche et une pratique transformatives ?

### Définition: Finance climatique

Le « **financement du climat** » est principalement associé à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui le définit comme « un **financement local, national ou transnational, qui peut provenir de sources de financement publiques, privées et alternatives** ». Le financement du climat est essentiel pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et permettre aux pays de s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques et d'en réduire les conséquences.

À ne pas confondre avec la « **finance verte** » qui englobe quant à elle un **éventail plus large de priorités environnementales**, incluant la biodiversité et la gestion des ressources naturelles, et se concentre souvent sur l'investissement privé pour des objectifs écologiques globaux. La finance climatique est donc une composante de la finance verte, portant un objectif exclusivement axé sur le climat.

Du 11 au 22 novembre s'est tenue la COP29 à Baku, en Azerbaïdjan, où les États et la société civile se sont réunis pour discuter de l'action climatique mondiale, dans un contexte de réchauffement climatique historique : **l'été 2024 étant l'été le plus chaud jamais enregistré dans le monde** [1]. Le thème principal de cette COP était la finance climatique et les enjeux de financements entre les pays du Nord et du Sud. Le but était de déboucher sur un nouvel objectif mondial d'aide au financement afin de remplacer celui fixé en 2009 qui prévoyait que les pays riches verseraient 100 milliards de dollars au Sud global. La question du financement est donc loin d'être nouvelle mais devient de plus en plus importante au fil des années. Depuis la COP15 en 2009, les pays du Nord global se sont engagés à **doubler leur financement** jusqu'en 2020 (COP22) et lors de la COP26, ils ont une nouvelle fois promis de doubler le financement collectif pour l'adaptation d'ici 2025 [2].

**La COP29 a ainsi débouché sur un accord de financement** d'une promesse de 300 milliards par an jusqu'en 2035, une somme bien inférieure aux réclamations des pays du Sud et des ONG, qui déplorent un accord faible et insultant [3]. D'autres outils ont été développés comme le Fonds vert pour le Climat (FVC), le Fond pour l'Environnement Mondial, ainsi que le Fond de l'initiative pour le climat ou encore le Fonds pour les pays les moins avancés.

**L'enjeu de l'intégration du genre dans les financements climatiques est central.** En raison des rôles sociaux et économiques différenciés, causés par les discriminations de genre persistantes dans la société, **les conséquences des changements climatiques touchent de manière plus disproportionnée les femmes et les minorités de genre.** Par exemple, notamment dans les pays du Sud, les femmes sont majoritairement responsables de l'approvisionnement de leur famille en eau et en nourriture. Elles sont donc les premières touchées par les aléas climatiques et la dégradation des écosystèmes qui mettent en péril leur seule source de revenu et leur sécurité. Pourtant, leur influence économique, leurs connaissances uniques et leurs approches novatrices montrent **leur rôle crucial dans l'adoption de solutions efficaces et l'importance d'adopter une approche genrée des financements climatiques.**

De plus, **les minorités de genre, comprenant divers groupes LGBTQI+, sont aussi particulièrement exposées aux conséquences climatiques.** Les inégalités sociales, culturelles et économiques systémiques marginalisant les minorités de genre dans la société mènent à l'absence de considération de leurs besoins spécifiques face aux aléas climatiques, tels que leurs besoins différenciés de santé, et à un manque de leur participation dans le développement de plans de mitigation et d'adaptation. **Intégrer le genre dans les financements est donc une question de justice sociale et une condition nécessaire pour des actions plus inclusives, durables et efficaces.** Toutefois, les contributions, notamment étatiques, restent trop faibles et le genre n'est pas assez pris en compte.

# I. Finance climatique: qu'en est-il aujourd'hui?

## A. Des financements climatiques insuffisants

Lors de la COP 21, les États ont adopté l'Accord de Paris dont le principal objectif est de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici 2100. Pour l'atteindre, différents outils sont à disposition des États, dont le financement climatique, qui est un outil indispensable de cette lutte. Malgré les efforts effectués ces dernières années et les engagements pris par les pays, **les objectifs ne sont pas atteints**. Entre 2019 et 2020, les financements climatiques s'élevaient à environ 803 milliards de dollars US par an selon le Comité permanent sur les financements climatiques de la CCNUCC [4]. Bien que ce montant représente une augmentation de 12 % par rapport à l'année 2017-2018, il reste insuffisant. **Les besoins mondiaux en financements climatiques devront atteindre 5,2 trillions de dollars par an d'ici 2030** pour parvenir aux objectifs de l'Accord de Paris [5] et **le niveau de financement devrait être 5 à 10 fois plus élevé pour contrer les conséquences des changements climatiques** [6]. Il est donc important de financer les politiques d'adaptation et d'accompagner les pays du Sud global dans leurs efforts d'adaptation.

**L'aide financière du Nord vers le Sud est un des enjeux essentiels du financement climatique et nécessaire pour contrer l'inaction climatique.** Les pays riches, étant majoritairement et historiquement responsables, se sont engagés à accompagner les pays les plus pauvres qui polluent moins pour les aider à lutter contre les effets des changements climatiques. Les pays du Nord global s'étaient engagés en 2009 à verser aux pays du Sud 100 milliards de dollars en 2020. Malgré un retard de deux ans, l'objectif a été atteint et dépassé en 2022, grâce à une hausse de 30% des financements entre 2021 et 2022, ce sont donc 116 milliards qui ont été versés pour aider les pays du Sud global [7].

Cette somme reste toutefois insuffisante et la redéfinition d'un financement alloué aux pays du Sud global était un point majeur des débats de la COP 29. De plus, d'après OXFAM France, en réalité, environ 70% de cette somme a été attribuée sous forme de prêts, ce qui à la fois demande peu d'effort financier de la part des pays du Nord et fait accroître le niveau d'endettement des pays du Sud [8]. Au total, OXFAM considère que « la valeur réelle des financements climatiques fournis par les pays riches en 2022 est comprise entre 28 et 35 milliards de dollars, dont seulement 15 milliards de dollars ont été spécialement alloués aux efforts d'adaptation », ce qui est bien loin des attentes et des promesses faites par les pays du Nord [9].

D'autre part, on assiste actuellement à une **tendance à la baisse des budgets alloués aux changements climatiques et de l'aide publique au développement (ADP)**, notamment au vu des conjonctures économiques de certains États. La France a annoncé en début d'année une coupe budgétaire de 742 millions d'euros de son APD en 2024, en plus d'avoir reporté de 5 ans l'objectif « d'allouer 0,7% de la richesse nationale à la solidarité internationale » [10]. D'après Focus 2030, cela équivaut à une « un manque à gagner pour le développement international de près de 21 milliards d'euros entre 2025 et 2030, à l'heure même où les pays les plus vulnérables font face à une contraction inédite de leurs marges de manœuvre fiscales, anéantissant leur capacité à répondre aux besoins essentiels de leurs populations et à mener à bien leur transition climatique» [11]. Dans son budget 2024 et 2025, les crédits de l'ADP et l'écologie, du développement et des mobilités durables sont les plus touchés par les coupes budgétaires, passant respectivement de 13 % et 10 % en 2024, à 23 % et à 5 % en 2025 (si le budget 2025 comme tel est voté en fin d'année), représentant un revers important pour la transition écologique au niveau national et international. En ce sens, **la transition écologique apparaît comme une grande cause sacrifiée du budget français, dans un contexte où il est urgent d'agir** [12].

**Au niveau européen, la même tendance à la baisse est observée** : de nombreuses coupes budgétaires dans la transition écologique sont opérées en Suède, en Allemagne ou encore en Italie [13]. De plus, d'après Novetich, les financements européens de la transition écologique n'augmentent pas assez vite. En 2022, ils ont augmenté seulement de 9% alors qu'il faudrait doubler les financements. **Chaque année, ce sont 400 milliards d'euros qui manquent au budget européen pour assurer une transition juste et durable** [14].

Alors que **les Etats-Unis sont le second émetteur mondial de gaz à effet de serre, l'élection de Donald Trump à la présidence est une grande source d'inquiétude pour l'action climatique mondiale** [15]. Climatosceptique notoire, il n'a aucune mesure en faveur de l'environnement dans son programme, et promet même une nouvelle sortie des Accords de Paris. De nombreux spécialistes s'alarment d'une possible **réduction drastique des financements états-uniens à destination des pays du Sud**, mettant à mal les efforts de ces dernières années [16]. Si cette tendance se confirme, cela aura également une conséquence sur **la Chine, qui bénéficiera d'une pression moindre pour réduire ses émissions à effet de serre et soutenir les pays du Sud** dans leurs efforts de lutte contre les changements climatiques [17]. La Chine étant toujours classée comme un pays du Sud, alors qu'elle est la deuxième puissance économique mondiale et le premier émetteur de CO<sub>2</sub>, reste dispensée de verser des financements climatiques envers les autres pays du Sud, ce qui pose aujourd'hui un réel problème de justice climatique et d'équité [18].

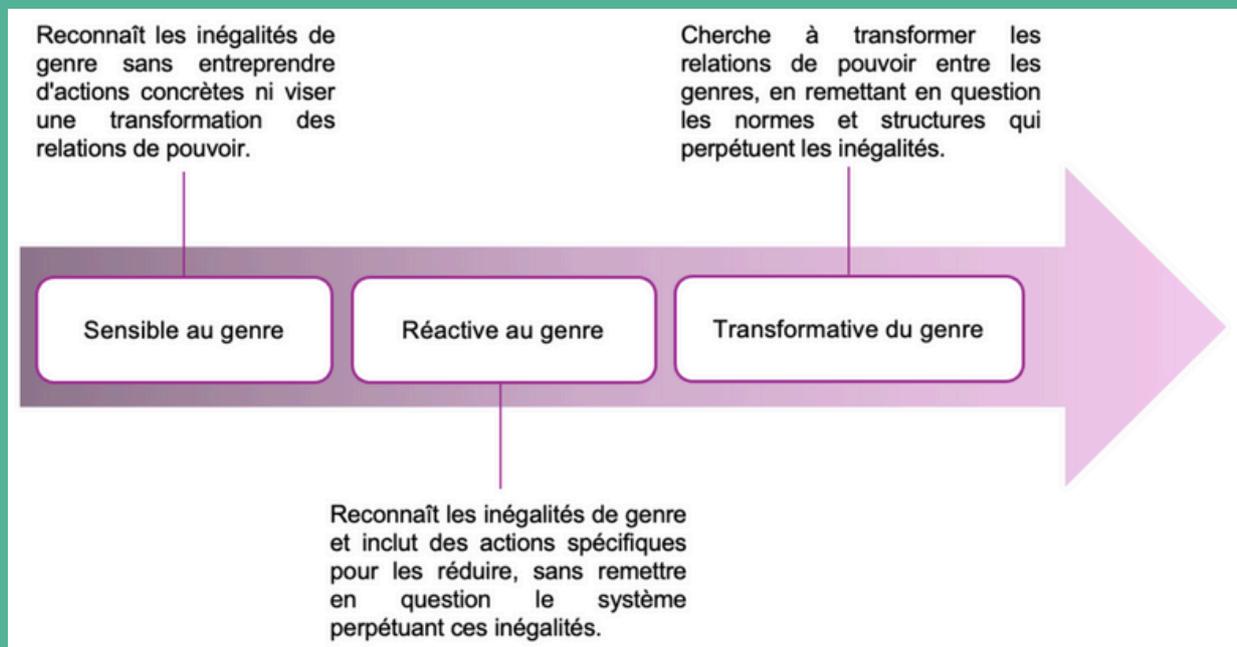
## B. Le genre, grand oublié de la finance climatique?

En ce qui concerne le genre, les financements sont plus qu'insuffisants. D'après Sima Bahous, directrice exécutive d'ONU Femmes, seulement **0,01% des financements mondiaux sont dirigés vers des projets qui traitent des questions climatiques et des droits des femmes** [19]. De plus, seulement **4% de rapports sur les contributions nationales déterminées incluent des références spécifiques aux personnes LGBTI+** [20]. Pourtant, il est nécessaire de mettre en place des fonds qui développent des initiatives tenant compte de l'égalité des genres pour une politique climatique plus inclusive.

Pour une politique climatique plus inclusive, **différentes approches d'inclusion du genre** existent et se positionnent sur un spectre en fonction de leur potentiel de transformation des normes et systèmes structurels renforçant les inégalités de genre.

La frise ci-dessous, inspiré du continuum de l'équité des genres de l'ONU [21], présente trois de ces approches.

### Équité de genre : un continuum d'approches d'inclusion (Fonds des Nations Unies pour la population, 2019) [22]:



Cette frise constitue un excellent outil d'identification et d'analyse de la finance climatique. **Une transition climatique juste sera permise par une finance climatique transformatrice du genre**, un objectif ambitieux loin d'être atteint aujourd'hui.

Bien que la question du genre soit intégrée dans les discussions et textes internationaux depuis plusieurs années, les avancées restent insuffisantes, notamment au sein des divers programmes et fonds existants. Lorsque l'intégration est faite, elle n'est **pas contraignante et n'intègre pas le genre de manière transversale**. Par exemple, les projets financés par le FVC incluent une évaluation de l'impact environnemental et social tenant compte du genre, ainsi qu'un expert en questions de genre [23]. Cette approche est réactive, car le Fonds se concentre sur des actions visant à réduire les inégalités, sans chercher à transformer les relations de pouvoir entre les genres. En revanche, le Climate Investment Found (CIF) a adopté une approche transformative du genre dans ses projets d'investissement, visant à modifier les rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes [24].

Cela se traduit par l'identification des moyens de renforcer la voix et l'action des femmes dans l'action climatique à diverses échelles et la participation égale des femmes et des hommes dans des domaines tels que la consultation sur les plans d'investissement, la gouvernance des FIC et les possibilités d'apprentissage [25].

À l'échelle européenne, l'UE a intensifié ses efforts pour intégrer l'égalité des genres dans ses projets de financements climatiques. La Banque européenne d'investissement tient de plus en plus compte de la dimension de genre dans ses différents programmes. En février 2023, elle a signé des accords d'un financement de 270 millions d'euros avec trois banques tanzaniennes dans le but de soutenir des entrepreneuses et des entreprises dirigées par des femmes, et elle soutient la résilience climatique des femmes et des filles via un prêt de 350 millions d'euros au Fonds international de développement agricole pour venir en aide aux femmes en milieu rural [26]. En 2022, 70 % de leurs projets qui ont tenu compte du genre ont fait progresser l'action pour le climat et la durabilité environnementale [27]. Toutefois, des disparités subsistent dans l'application de critères de genre dans les projets financés.

Au niveau des Etats, une étude récente a analysé les financements climatiques en lien avec le genre des pays du Nord global. **Des pays comme le Canada, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Espagne, qui ont adopté une diplomatie féministe, ont une meilleure prise en compte du genre dans leur financement bilatéral pour l'adaptation climatique** [28]. L'Espagne, le Luxembourg et les Pays-Bas ont évalué 100 % de leur financement bilatéral d'adaptation, la France à 98 % et l'Allemagne à 83 % [29]. Cependant, en 2021, sur un total de 28,2 milliards de dollars de fonds d'adaptation fournis par les pays du Nord global, moins de la moitié comprenaient l'égalité des genres comme un objectif important mais non principal, avec seulement 2,9 % ayant l'égalité comme objectif principal [30]. Au total, 11,2 milliards, soit 40 %, ne sont pas examinés à l'aide des marqueurs de genre de l'OCDE [31].

Ainsi, **l'intégration du genre, lorsqu'elle est envisagée, demeure souvent incomplète et non contraignante**. Il serait pertinent d'inclure diverses dimensions, telles que **les droits et la santé sexuels et reproductifs, les violences basées sur le genre et la santé mentale**, au-delà de la seule parité et de l'autonomisation, ainsi que de pallier au **manque d'intersectionnalité dans l'intégration du genre**. Il est donc essentiel de mettre en place une transition inclusive et juste par une finance climatique transformative du genre.

## II. Pour une finance climatique transformative du genre

### A. Intégrer le genre: un enjeu d'inclusivité autant que d'efficacité

L'intégration du genre dans la finance climatique n'est pas seulement une question de droits humains ou d'inclusivité, elle est **essentielle pour garantir l'efficacité des actions climatiques**.

#### 1. Inclusivité et transition climatique

Assurer une transition juste est l'un des principaux objectifs de l'intégration du genre dans la finance climatique. **Lorsque les normes patriarcales et hétéronormatives ne sont pas explicitement questionnées et adressées, les femmes et minorités de genre subissent les effets des changements climatiques de manière disproportionnée**, renforçant les inégalités de genre structurelles déjà présentes dans nos sociétés.

Intégrer la dimension de genre dans la finance climatique permettrait donc de promouvoir **une adaptation et une résilience plus inclusives et holistiques**, répondant aux besoins diversifiés de l'ensemble des populations touchées par les changements climatiques. Certaines bonnes pratiques intégrant le genre à la finance climatique témoignent de ces enjeux d'inclusivité. Le projet de biogaz Bagepalli en Inde, soutenu par des crédits carbone dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre (CDM), a permis d'améliorer la santé de 5 500 familles pauvres en réduisant la pollution au sein du foyer et de préserver les ressources forestières locales, tout en renforçant les moyens financiers des femmes, contribuant donc à réduire les inégalités de genre renforcées par les changements climatiques [32].

#### 2. Un levier stratégique pour atteindre les objectifs climatiques

Intégrer la dimension de genre dans la finance climatique n'est pas seulement un impératif de justice sociale, **c'est aussi un puissant levier d'efficacité**. Des études montrent que les équipes d'investissement diversifiées en termes de genre, dans les secteurs du capital-investissement et du capital-risque, affichent des rendements supérieurs de 10 à 20 %, d'après la Société financière internationale (IFC) [33]. Les entreprises avec des équipes de direction diversifiées en genre sont 21 % plus susceptibles de surperformer leurs concurrentes en termes de rentabilité [34].

En mobilisant la diversité des perspectives, **les organisations peuvent mieux anticiper et atténuer les risques liés aux changements climatiques**. Une analyse de la Banque centrale européenne (ECB) révèle qu'une hausse d'un pourcent de femmes managers entraîne une réduction de 0,5 % des émissions de CO<sub>2</sub> [35]. Les entreprises diversifiées en genre enregistrent également des baisses significatives de leur consommation d'énergie (jusqu'à 60 %), de leurs émissions de gaz à effet de serre (39 %) et de leur usage de l'eau (46 %), renforçant ainsi leur résilience environnementale [36].

La **gouvernance climatique** en bénéficie aussi largement : les conseils d'administration comptant au moins 30 % de femmes affichent des performances environnementales 36 % plus élevées, selon Bloomberg [37]. Cette amélioration repose sur une gouvernance plus responsable et innovante, répondant mieux aux enjeux de durabilité.

Ainsi, **intégrer le genre dans la finance climatique permet non seulement de réduire les inégalités structurelles, d'optimiser les ressources mais aussi de renforcer l'impact des investissements climatiques**. C'est une stratégie gagnante pour atteindre les objectifs de résilience et de développement durable dans un contexte de défis environnementaux croissants.

Selon Liane Schalatek, Directrice Associée au sein de la Fondation Heinrich-Böll-Stiftung, « L'intégration de la sensibilisation au genre et de critères de genre dans les mécanismes et stratégies de financement climatiques constituerait un "financement climatique intelligent" » [38].

## **B. Outils financiers innovants pour une finance climatique transformative du genre**

Face aux défis croissants posés par la crise climatique, il est urgent de mettre en place des **outils financiers innovants** permettant de mobiliser des fonds pour une adaptation climatique inclusive, où l'égalité des genres est intégrée comme priorité. Voici deux approches prometteuses, fondées sur des solutions alternatives et innovantes : la technologie blockchain et les obligations thématiques.

### **1. Blockchain : vers une finance décentralisée et accessible**

La blockchain, en tant que technologie de registre distribué, offre une **transparence et une décentralisation qui réduisent les risques de corruption et d'exclusion dans l'accès aux fonds**. En facilitant la collecte de fonds pour des projets climatiques tout en ouvrant l'accès au financement pour les groupes marginalisés, la blockchain se révèle être un **outil puissant pour promouvoir une finance inclusive**.

Un exemple marquant est VipiCash, une application primée lors du premier « hackathon blockchain » organisé par ONU Femmes et Innovation Norway en 2017 [39]. VipiCash utilise la blockchain pour permettre des **transferts d'argent sécurisés entre femmes**, leur garantissant un contrôle direct sur leurs ressources financières, indépendamment de l'influence de membres masculins de leur famille. Conçue par un innovateur ayant lui-même grandi dans un camp de réfugiés, cette initiative démontre **le potentiel de la blockchain pour soutenir l'autonomisation économique des femmes, notamment en situation de crise humanitaire**.

La blockchain permet également d'étendre l'inclusion financière grâce au **crowdfunding** (ou financement participatif), qui permet aux **femmes et minorités de genre entrepreneur-es de contourner les obstacles des systèmes financiers traditionnels**. Selon la Facilité ICR (Investment Climate Reform Facility), les femmes réussissent mieux dans le crowdfunding que dans d'autres formes de levée de fonds, en particulier dans les régions où l'accès au capital est restreint [40]. Des plateformes comme Kiva et GoFundMe facilitent l'accès aux fonds pour des projets dirigés par des femmes dans les pays du Sud global, renforçant ainsi leur autonomie financière.

## 2. Obligations thématiques : un financement ciblé et transparent

À une échelle institutionnelle et nationale, les **obligations thématiques** constituent un autre levier essentiel pour mobiliser des fonds destinés à des projets climatiques ayant un impact social et environnemental direct. Parmi celles-ci, les obligations vertes et les obligations à impact genre jouent un rôle déterminant.

Les obligations vertes, conçues pour financer des projets contribuant à la mitigation des changements climatiques, pourraient être combinées avec des obligations de genre pour créer des **« Gender-Responsive Green Bonds »**, ou obligations vertes à impact genre. Cette approche permettrait d'attirer une base d'investisseurs plus large, sensible aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) tout en garantissant une transparence accrue quant à l'utilisation des fonds et à leurs impacts spécifiques.

L'émission d'obligations axées sur le genre présente plusieurs avantages : elle garantit que **les fonds sont alloués à des projets qui prennent en compte les besoins des minorités de genre**. De plus, en rendant le financement climatique plus accessible et ciblé, ces obligations permettent d'accroître **l'efficacité et l'inclusivité des investissements**. Un processus de « gender mainstreaming » des obligations vertes s'avère crucial pour assurer la nature transformative du genre de la finance climatique.

### CAS PRATIQUE: À QUOI RESSEMBLERAIT UN OUTIL DE FINANCE VERTE TRANSFORMATIF DU GENRE ?

Décortiquons ensemble un cas d'obligation verte émis par la Caisse des dépôts.

Depuis 2017, **la Caisse des dépôts émet des obligations vertes et durables pour financer des projets respectueux de l'environnement et socialement responsables**. En 2021, quatre obligations vertes et durables étaient en cours, permettant de soutenir 128 projets depuis 2017. Parmi ces 128 projets, **un seul** se déclare « engagé en matière d'égalité des chances » et inclut des indicateurs d'impact liés au genre [41].

Le **projet Simplon**, axé sur la formation et l'insertion professionnelle, indique avoir formé en moyenne 348 personnes par an, dont 35 % de femmes. Bien que ce projet prenne en compte le genre dans ses résultats, cette démarche relève tout au plus d'une « approche sensible au genre ». Simplon **n'a pas fixé d'objectifs concrets en matière d'égalité des genres**, se contentant d'observer les résultats sans chercher à transformer les structures génératrices d'inégalités. De plus, le projet **ne reconnaît pas explicitement les inégalités de genre**, mais se présente comme simplement « engagé pour l'égalité des chances » [42].

Une **approche transformative du genre** aurait **intégré la dimension de genre dès la conception du projet**, en définissant des **objectifs ambitieux de réduction d'inégalités de genre**. Dans sa mise en œuvre, elle aurait inclu la **parité ainsi que le soutien à des organisations locales dirigées par des minorités de genre**. Enfin, un projet adoptant une approche transformative du genre aurait conduit une **évaluation fondée sur des données quantitatives et qualitatives désagrégées par le genre**, en intégrant **les retours des populations impactées, y compris les minorités de genre**.

### 3. Systématiser une budgétisation sensible au genre dans la finance climatique

L'intégration systématique de la budgétisation sensible au genre dans la finance climatique est essentielle pour garantir que les ressources allouées répondent aux besoins différenciés des femmes et des hommes face aux défis climatiques. Cette approche vise à **identifier les impacts spécifiques des politiques budgétaires selon le genre et à corriger les inégalités structurelles, tout en renforçant l'efficacité des mesures climatiques**.

Une bonne pratique notable est celle de l'étiquetage des budgets verts, ou « Climate Budget Tagging », permettant de suivre et de surveiller les dépenses liées au climat dans le système budgétaire national. Un étiquetage des budgets verts sensible au genre permettrait de **tracer les investissements climatiques en se concentrant sur leur impact sur le genre**, permettant ainsi d'évaluer les dépenses et leur efficacité en matière d'égalité de genre. Une bonne pratique à souligner est le Bangladesh qui intègre une approche de genre dans sa revue des dépenses climatiques publiques, contribuant ainsi à orienter les financements vers des programmes inclusifs et équitables [43].

Au **niveau multilatéral**, des fonds comme le Green Climate Fund (GCF) exigent désormais que les propositions de projets incluent une analyse de genre et démontrent comment elles soutiennent l'autonomisation des femmes. Des projets dans les secteurs de l'agriculture durable ou de la gestion des ressources en eau ont notamment explicitement ciblé les femmes en tant qu'actrices clés dans la résilience climatique. Bien que cette approche ne considère pas la nature transsectorielle d'une intégration du genre en finance, ces démarches montrent que **l'intégration du genre améliore non seulement les résultats sociaux, mais aussi la durabilité et l'impact des projets financés** [44].

Cependant, **des défis persistent, notamment dans la mise en œuvre systématique de telles pratiques**. Les leçons tirées de pays comme le Canada et l'Espagne, leaders dans la budgétisation sensible au genre selon l'OCDE [45], indiquent l'importance d'un **cadre légal clair et d'outils robustes** pour mesurer l'impact réel des politiques budgétaires sur l'égalité de genre. Ces cadres pourraient être adaptés pour **mieux répondre aux besoins spécifiques de la finance climatique et maximiser leur efficacité**.

## BONNES PRATIQUES : ANTIGUA-ET-BARBUDA

Antigua-et-Barbuda adopte une **approche de genre ambitieuse** dans la définition et la mise en œuvre de ses **contributions nationales déterminées (CDN)** [46]. Le pays reconnaît que les femmes et les filles, particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques, doivent être **soutenues par des initiatives spécifiques pour répondre aux enjeux climatiques**. Dans sa deuxième CDN soumise en septembre 2021, Antigua-et-Barbuda a défini des **cibles ambitieuses** pour la mitigation et l'adaptation climatique combinées à la réduction des inégalités de genre et au soutien à la jeunesse et aux communautés vulnérables [47].

Un **programme de développement vert réactif au genre** a ainsi été établi pour permettre aux petites et moyennes entreprises (PME) d'accéder à des technologies vertes et à des financements adaptés, tout en encourageant les entrepreneur·ses à faible émission de carbone par le biais du fonds de développement entrepreneurial. **Cette approche de genre intégrant des objectifs d'inclusivité et d'efficacité sert de modèle dans la reconceptualisation d'une finance climatique transformative du genre**.

# RECOMMANDATIONS POUR UNE FINANCE CLIMATIQUE TRANSFORMATIVE DU GENRE (1/2)

## Cadre institutionnel

# 1

**Veiller à une représentation équilibrée des genres** dans les équipes de conception, de décision, de mise en œuvre et d'évaluation de la finance climatique, garantissant ainsi une approche diversifiée et inclusive.

---

# 2

**Collaborer avec des organisations locales** représentant les femmes et minorités de genre pour développer des solutions climatiques localisées et évolutives, reposant sur l'expertise et les besoins locaux.

---

# 3

**Mise en place de cadres légaux universels contraignants d'évaluation** de l'inclusion du genre dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la finance climatique.

---

# 4

**Promouvoir des solutions de finance verte innovantes et inclusives**

- **Encourager les gouvernements à investir dans des technologies FinTech**, comme la blockchain, pour faciliter une finance verte plus accessible et inclusive.
- **Renforcer l'intégration du genre au sein des obligations vertes** en définissant des critères et thèmes clairs pour orienter les investissements, assurant ainsi un impact climatique ciblé et mesurable.

# RECOMMANDATIONS POUR UNE FINANCE CLIMATIQUE TRANSFORMATIVE DU GENRE (2/2)

## Cadre pratique

# 1

**Intégrer de manière systématique et transectorielle la dimension de genre** depuis la conception jusqu'à l'opérationnalisation et l'évaluation de tous les mécanismes de financement climatique, plutôt que de la traiter comme un objectif secondaire.

---

# 2

**À travers une approche transformative du genre, établir des objectifs clairs et ambitieux** qui reconnaissent les inégalités de genre et orientent les financements vers des projets qui favorisent activement l'égalité des genres en remettant en question les normes et le système patriarcal reproduisant ces inégalités structurelles.

---

# 3

**Conceptualiser le genre de manière intersectionnelle et prenant en compte les spécificités du contexte local**, plutôt que d'adopter un modèle universel, permettant ainsi l'adaptation aux dynamiques propres à chaque environnement.

---

# 4

**Instaurer un dispositif de suivi, d'évaluation, de responsabilisation et d'apprentissage (SEAR)** pour garantir l'atteinte des objectifs de genre et ajuster les stratégies selon les résultats obtenus, en intégrant à ce dispositif des métriques quantitatives et qualitatives désagrégées selon le genre.

- 1 Le Monde. (2024, 6 septembre). L'été 2024 est le plus chaud jamais enregistré dans le monde. [https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/09/06/l-ete-2024-est-le-plus-chaud-jamais-enregistre-dans-le-monde\\_6305244\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/09/06/l-ete-2024-est-le-plus-chaud-jamais-enregistre-dans-le-monde_6305244_3244.html)
- 2 Climate Funds Update. (2021). CFF3 - Adaptation: Fonds climatiques et adaptation aux changements climatiques [PDF]. [https://climatefundsupdate.org/wp-content/uploads/2022/04/CFF3-Adaptation\\_FR-2021.pdf](https://climatefundsupdate.org/wp-content/uploads/2022/04/CFF3-Adaptation_FR-2021.pdf)
- 3 France Télévisions. (2024, 5 décembre). COP29 : on vous résume ce que contient l'accord signé à Bakou. [https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/cop/cop29-on-vous-resume-ce-que-contient-l-accord-signé-a-bakou\\_6916475.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/cop/cop29-on-vous-resume-ce-que-contient-l-accord-signé-a-bakou_6916475.html)
- 4 UNFCCC. (2023). Decision 7/CP.29: Report of the Conference of the Parties on its twenty-ninth session, held in Sharm El-Sheikh, Egypt, from 30 November to 12 December 2022 [PDF]. [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2023\\_07E.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2023_07E.pdf)
- 5 World Resources Institute. (2022, November 15). State of climate action 2022: The closing gap in global climate ambition. <https://www.wri.org/research/state-climate-action-2022>
- 6 UNFCCC. (2023). Decision 7/CP.29: Report of the Conference of the Parties on its twenty-ninth session, held in Sharm El-Sheikh, Egypt, from 30 November to 12 December 2022 [PDF]. [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2023\\_07F.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2023_07F.pdf)
- 7 Le Monde. (2024, 29 mai). Climat : l'objectif de 100 milliards de dollars pour les pays du Sud a enfin été atteint... et largement dépassé. [https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/05/29/climat-l-objectif-de-100-milliards-de-dollars-pour-les-pays-du-sud-a-enfin-ete-atteint-et-largement-depasse\\_6236192\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/05/29/climat-l-objectif-de-100-milliards-de-dollars-pour-les-pays-du-sud-a-enfin-ete-atteint-et-largement-depasse_6236192_3244.html)
- 8 Oxfam France. (2024, 5 décembre). Les pays riches surestiment la valeur réelle des financements climatiques : de près de 88 milliards de dollars, met en garde Oxfam. <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/les-pays-riches-surestiment-la-valeur-reelle-des-financements-climatiques-de-pres-de-88-milliards-de-dollars-met-en-garde-oxfam/#:~:text=Les%20pays%20riches%20d%C3%A9clarent%20avoir,%27aggravation%20du%20d%C3%A9%20glissement%20climatique>
- 9 Ibid.
- 10 Focus 2030. (2024, 22 février). La France revient sur ses engagements en matière d'aide publique au développement. <https://focus2030.org/La-France-revient-sur-ses-engagements-en-matiere-d-aide-publique-au#:~:text=Le%202022%20f%C3%A9vrier%202024%2C%20un,publique%20au%20d%C3%A9veloppement%20en%202024>
- 11 Ibid.
- 12 Ibid.
- 13 Novethic. (2023, 4 octobre). Financement de la transition climatique : l'Europe et la France font marche arrière en 2024. <https://www.novethic.fr/environnement/climat/financement-transition-climatique-europe-france-2024-recul>
- 14 Ibid.
- 15 Le Monde. (2024, 7 novembre). L'élection de Donald Trump, un jour noir pour le climat. [https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/11/07/l-election-de-donald-trump-un-jour-noir-pour-le-climat\\_6380695\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/11/07/l-election-de-donald-trump-un-jour-noir-pour-le-climat_6380695_3244.html)
- 16 Reporterre. (2024, 5 décembre). Donald Trump au pouvoir : une catastrophe pour la diplomatie climatique. <https://reporterre.net/Donald-Trump-au-pouvoir-une-catastrophe-pour-la-diplomatie-climatique>
- 17 BBC Afrique. (2024, 5 décembre). COP29 : accord historique sur le financement climatique pour les pays en développement. <https://www.bbc.com/afrique/articles/c33erdz7plxo>
- 18 Euractiv. (2024, 5 décembre). L'UE et la Chine affirment leur engagement en faveur du financement de l'action climatique. <https://www.euractiv.fr/section/energie-climat/news/lue-et-la-chine-affirment-leur-engagement-en-faveur-du-financement-de-laction-climatique/>
- 19 UNFCCC. (2024, 5 décembre). Closing the gap: Boosting ambition, investing in women is key to climate action. <https://unfccc.int/news/closing-the-gap-boosting-ambition-investing-in-women-is-key-to-climate-action#:~:text=%22It%20is%20alarming%20that%20only,gender%20responsive%20climate%20initiatives%2C%20in>
- 20 UNDP. (2024). DFS synergies: Jointly addressing climate change, health, equity, and gender equality. <https://www.undp.org/publications/dfs-synergies-jointly-addressing-climate-change-health-equity-and-gender-equality>
- 21 Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). (2019). Note technique pour le changement transformateur en matière d'égalité de genre. <https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Gender-transformation-technical-note-2019-French.pdf>
- 22 Ibid.
- 23 Green Climate Fund. (2024). Gender action plan [PDF]. <https://www.greenclimate.fund/sites/default/files/document/gender-action-plan.pdf>

- 24 Climate Investment Funds. (2023). CIF Gender Policy (Rev. 1.2) [PDF]. Climate Investment Funds. [https://www.cif.org/sites/cif\\_enc/files/knowledge-documents/joint\\_ctf-scf\\_17\\_4\\_rev.1\\_cif\\_gender\\_policy\\_rev1\\_2\\_final.pdf](https://www.cif.org/sites/cif_enc/files/knowledge-documents/joint_ctf-scf_17_4_rev.1_cif_gender_policy_rev1_2_final.pdf)
- 25 Ibid.
- 26 Banque européenne d'investissement. (2024, 5 décembre). Genre et climat : la Banque européenne d'investissement soutient l'égalité des sexes dans l'action climatique. <https://www.eib.org/fr/stories/gender-climate>
- 27 Ibid.
- 28 Climate Resilience Alliance. (2024). Gender equality targeting in adaptation finance. <https://zcralliance.org/resources/item/gender-equality-targeting-in-adaptation-finance/>
- 29 Ibid.
- 30 Ibid.
- 31 Ibid.
- 32 Habtezion, S. (2016). Gender and climate finance: Policy brief (No. 5). Programme des Nations Unies pour le développement. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP%20Gender%20and%20Climate%20Finance%20Policy%20Brief%205-WEB.pdf>
- 33 International Finance Corporation. (2018). Moving toward gender balance: A five-year review of IFC's work to increase women's participation in business leadership. <https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/mgrt/exec-summary-moving-toward-gender-balance-final.pdf>
- 34 Hunt, V., Prince, S., Dixon-Fyle, S., & Yee, L. (2018). Delivering through diversity. McKinsey & Company. <https://www.insurance.ca.gov/diversity/41-ISDGBD/GBDEExternal/upload/McKinseyDeliverDiv201801-2.pdf>
- 35 Altunbas, Y., Gambacorta, L., Reghezza, A., & Velliscig, G. (2022). Does gender diversity in the workplace mitigate climate change? (Working Paper Series No. 2650). European Central Bank, p.21. <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpwps/ecb.wp2650~3b693e6009.en.pdf>
- 36 FP Analytics. (n.d.). Women as levers of change: Unleashing the power of women to transform male-dominated industries. <https://womenasleversofchange.com/>
- 37 Bloomberg NEF & Sasakawa Peace Foundation. (2020). Gender diversity and climate innovation. [https://assets.bbhub.io/professional/sites/24/BNEF-Sasakawa-Peace-Foundation-Gender-Diversity-and-Climate-Innovation\\_12012020\\_FINAL.pdf](https://assets.bbhub.io/professional/sites/24/BNEF-Sasakawa-Peace-Foundation-Gender-Diversity-and-Climate-Innovation_12012020_FINAL.pdf)
- 38 Liane Schalatek, 'Gender and Climate Finance: Double Mainstreaming for Sustainable Development', Heinrich Böll Foundation, Washington D.C., May 2009, p.13. [https://cz.boell.org/sites/default/files/gender\\_and\\_climate\\_finance.pdf](https://cz.boell.org/sites/default/files/gender_and_climate_finance.pdf)
- 39 UN Women. (2018). From where I stand: Olivier Mukuta. <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2018/2/from-where-i-stand-olivier-mukuta>
- 40 ICR Facility. (2023). Le crowdfunding : Une solution pour élargir l'accès au financement pour les MPME dans les pays ACP. [https://www.icr-facility.eu/wp-content/uploads/2024/10/ICReport-on-Crowdfunding\\_FR.pdf](https://www.icr-facility.eu/wp-content/uploads/2024/10/ICReport-on-Crowdfunding_FR.pdf)
- 41 Caisse des Dépôts. (2021). Obligations vertes et durables : Rapport annuel 2021. <https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-09/Obligations%20vertes%20et%20durables%20rapport%20annuel%202021.pdf>
- 42 Ibid., p.55-56.
- 43 Ministry of Finance, Bangladesh. (2014). Climate Public Finance Tracking. Ministry of Finance, Government of the People's Republic of Bangladesh. [https://mof.portal.gov.bd/sites/default/files/files/mof.portal.gov.bd/publications/f8ecc485\\_87e6\\_4922\\_bf87\\_87865e49c4a6/Climate%20Public%20Finance%20Tracking.pdf](https://mof.portal.gov.bd/sites/default/files/files/mof.portal.gov.bd/publications/f8ecc485_87e6_4922_bf87_87865e49c4a6/Climate%20Public%20Finance%20Tracking.pdf)
- 44 Climate and Development Knowledge Network Women's Environment and Development Organization. (2021). Guide to Strengthening Gender Integration in Climate Finance Projects. <https://wrd.unwomen.org/practice/resources/guide-strengthening-gender-integration-climate-finance-projects>
- 45 OECD. (2023). Gender budgeting in OECD countries 2023. OECD Publishing, p.15. [https://www.oecd.org/en/publications/gender-budgeting-in-oecd-countries-2023\\_647d546b-en.html](https://www.oecd.org/en/publications/gender-budgeting-in-oecd-countries-2023_647d546b-en.html)
- 46 The Commonwealth. (2023). Accelerating inclusive gender-responsive climate finance for NDCs: Lessons from Antigua and Barbuda. <https://thecommonwealth.org/story/accelerating-inclusive-gender-responsive-climate-finance-ndcs-lessons-antigua-and-barbuda>
- 47 Ibid.